

le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

N° 103 - 11 janvier 1982 PRIX: 2 F

GHANA



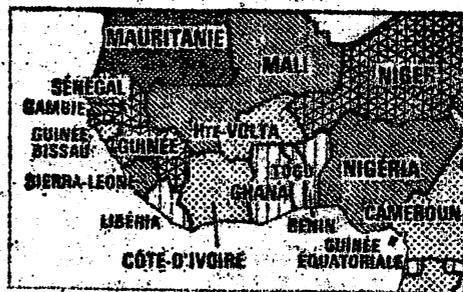
le coup d'Etat
n'est pas un remède
contre la corruption

sénégal: scandale financier
la religion: un auxiliaire
précieux de la société
d'exploitation

côte d'ivoire: un exemple de
justice de classe

tchad: l'armée interafricaine attend l'ordre de l'impérialisme

etc...



voir le sommaire
au verso

sommaire

- Page 2 : éditorial :
Ghana
- Page 3 : SENEGAL : scan-
dale financier :
le voleur volé
- Page 5 : LA RELIGION :
un auxiliaire pré-
cieux de la société
d'exploitation
- Page 7 : TCHAD : l'armée
interafricaine
attend l'ordre de
l'impérialisme
- Page 8 :
- COTE D'IVOIRE : un
exemple de justice
de classe
- MADAGASCAR : une
ponction supplémen-
taire sur le niveau
de vie
- Page 9 : CEAO
marché commun afri-
cain ou calebasse
vide ?

abonnement

FRANCE : 1 an

- pli ouvert : 24 F
- pli fermé : 48 F

AUTRES PAYS :

- écrire au journal

ADRESSE :

Combat Ouvrier
"pour le PAT"
BP 145
75 023 Paris Cedex

Prière de régler les
abonnements en timbres
postaux.

0 0 0

0

éditorial

GHANA : LE COUP D'ETAT N'EST PAS UN REMÈDE CONTRE LA CORRUPTION

L'année 1981 s'est terminée pour la population ghanéenne par la fin du gouvernement de Limann. En effet ce dictateur a été balayé par un coup d'Etat militaire dirigé par le capitaine Jerry Rawlings.

Ce dernier a déjà fait un coup d'Etat, il y a deux ans en affirmant vouloir mettre fin à la corruption et à la misère de la population. Mais cela n'a rien changé dans le pays. La corruption a repris de plus belle.

Ainsi, quand des denrées alimentaires arrivent sur le marché elles sont aussitôt achetées par de gros spéculateurs qui les revendent après, à des prix très élevés au marché noir. Le marché noir et la corruption sont devenus une institution dans la vie économique du pays. Ce ne sont pas uniquement les commerçants qui vivent de cela, ce sont aussi les Hauts Fonctionnaires et tous les privilégiés du régime. Ainsi, le gouvernement américain a envoyé 5 000 sacs de céréales sous forme d'aide, ils ont tout simplement disparu de la circulation. Et les hommes de Limann sont directement impliqués dans ce scandale.

Alors que la population vit dans la misère, les privilégiés du pouvoir vivent dans l'opulence. Les restaurants des grandes villes sont pleins à craquer même pour des menus au prix de l'équivalent d'un mois de salaire minimum. Alors que les voitures coûtent très cher et les pièces de rechanges et essence ne se trouvent qu'au marché noir, il y a tous les jours des embouteillages à Accra.

Tout cela n'est que la conséquence du sous-développement du Ghana. Comme tous les pays du tiers-monde, le Ghana est réduit à une pauvreté endémique. Le pays est maintenu dans la pauvreté par les Etats impérialistes qui l'écrasent de tout leur poids par leur puissance économique et politique. Cette situation est considérablement aggravée par la crise actuelle. Déjà dans les pays développés, ses effets se font sentir. Alors pour un pays comme le Ghana, c'est encore plus catastrophique.

Alors, Jerry Rawlings, avec son langage radical, se prend pour le Zorro de la lutte contre la corruption et contre la misère. Il y a deux ans, il a balayé l'ancien dictateur et a établi un gouvernement avec à sa tête un homme prétendu honnête, Hilla Limann. Aujourd'hui encore, il refait la même chose en renversant Limann. Mais cette fois-ci il y a de fortes chances qu'il garde le pouvoir pour lui.

A supposer même que Rawlings soit sincère lorsqu'il dit vouloir faire reculer la corruption, il aura bien du mal à y parvenir. Cela, parce qu'il ne pourra pas mettre un militaire derrière chaque citoyen et encore moins un militaire honnête.

Pour lutter contre la corruption, il faudrait la participation de la population, mobilisée pour cela, motivée pour cela. Il faudrait que chaque personne qui voudrait commettre un acte de corruption se trouve en présence d'autres personnes qui seraient prêtes à l'en empêcher.

Et Rawlings de toute évidence ne recherche pas cette large

participation de la population. Il prétend être un " sauveur ", celui qui va mettre fin à la corruption. Il est plus probable qu'il se soit servi simplement du dégoût provoqué par la corruption de ses prédécesseurs pour prendre le pouvoir avec un certain assentiment de la population.

De toute façon, même avec une participation large et consciente de la population on n'échappe pas longtemps aux conditions matérielles qui causent la corruption, si on ne remet pas en cause toute la société. Dans les conditions actuelles, bien sûr il pourrait y avoir un semblant de lutte contre la corruption. Mais cela ne durerait que le temps que la pauvreté reprenne ses droits. C'est à dire le temps que les gens du peuple, confrontés à la lutte pour simplement survivre, perdent leurs motivations et laissent se redresser les maux qui engendrent la corruption.

C'est pour cela qu'il est nécessaire d'avoir un programme politique qui se situe dans la perspective de la remise en cause du système capitaliste, générateur des inégalités et de la misère et donc de la corruption.

* * * * *
* * * * *

scandale financier au Sénégal :

LE VOLEUR VOLÉ

Dans ses derniers numéros du mois de décembre, le journal " le Soleil " fait état d'une affaire d'escroquerie. Il s'agit d'un détournement de plus d'un milliard de Francs CFA (chiffre encore provisoire et qui semble en dessous de la réalité selon le même journal) .

L'escroqué c'est l'Etat, et les escrocs sont deux cliniques privées qui, en complicité avec des fonctionnaires, ont trouvé une filière pour se faire rembourser par l'Etat, des soins médicaux et des frais d'hospitalisation qui n'ont jamais existé.

Les deux cliniques utilisaient des " rabatteurs " pour proposer à des fonctionnaires, moyennant 50 000 F CFA, de se faire porter malade afin d'obtenir 15 jours d'hospitalisation fictive. Le fonctionnaire en question empoche donc les 50 000 F et se " repose " pendant 15 jours. Les cliniques n'ont plus qu'à facturer les frais d'hospitalisation qui peuvent monter jusqu'à 250 000 F CFA, l'Etat prenant en charge les 4/5 des frais médicaux de ses agents. C'est ainsi que plus d'un milliard de F CFA a été utilisé à la caisse de remboursement des frais médicaux. Cette affaire a été découverte mais jusqu'à présent les corrompus et les corrupteurs courent toujours.

Le ministre des Finances Ousmane Seck, interrogé par des journalistes lors d'une émission à la télévision n'a rien dit pour éclaircir l'affaire. Il a simplement déclaré qu'aucune pression n'avait été exercée sur lui pour étouffer l'affaire.

Les journalistes du Soleil font en tout cas un grand tapage pour que l'Etat sévise. Ils fulminent contre ces " fléaux " (corruption et détournement) qui " risquent de noyer la Nation dans la marée de l'abandon, du délit institutionnalisé... " et qui peuvent entraîner " la mort de l'autorité ". Ils concluent que si l'Etat ne réagit pas fermement il est " menacé d'anémie et la société exposée à des convulsions imprévisibles " .

L'Etat va peut-être sévir, ne serait-ce que pour montrer qu'il existe et qu'il a de l'autorité (surtout que l'affaire est maintenant rendue publique).

.../...

Par contre, quand les représentants de l'Etat prétendent qu'ils vont lutter contre la corruption et l'escroquerie, c'est du vrai cinéma. Car le plus grand escroc du Sénégal, c'est l'Etat sénégalais lui-même qui escroque la population en lui faisant payer des impôts et des taxes diverses sans que la majeure partie de celle-ci voie la couleur de la contre-partie.

Plus généralement, la corruption repose sur la pauvreté, sur les inégalités sociales profondes, qui font que tous ceux qui occupent une position, s'en servent inévitablement dans des buts personnels.

Combattre la corruption, ce serait combattre les inégalités sociales, et plus généralement la pauvreté. L'Etat ne veut ni ne peut le faire. Il est au service des privilégiés, dont la richesse provient précisément de la pauvreté des autres.

Quant aux ministres et à leur suite les journalistes du Soleil, s'ils savent hausser le ton contre les voleurs, c'est uniquement dans le cas où c'est l'Etat qui se fait escroquer.

Qu'ont-ils dit en effet quand l'Etat sénégalais vendait aux paysans les céréales envoyées par les organismes internationaux et qui étaient destinées à être distribuées aux victimes de la sécheresse des années précédentes ?

Que dit " le Soleil " quand l'Etat achète à très bas prix l'arachide aux paysans pour le grand bénéfice des capitalistes de l'huile ?

Alors quand le plus grand voleur (ou bien ses complices) crie " au voleur ", on ne peut pas faire confiance, pas plus qu'à un lion qui prétend protéger les agneaux.



{ Camarade,
Aide à la diffusion de ce journal en le faisant connaître autour
de toi. Si tu veux mieux nous connaître écris-nous pour prendre
contact. }

* * * * *

LA RELIGION UN AUXILIAIRE PRECIEUX DE LA SOCIÉTÉ D'EXPLOITATION

Tout dernièrement s'est tenue à Dakar la dernière session du Conseil Africain de Coordination Islamique. Créé en 1976, ce conseil regroupe les organisations islamiques d'Afrique, et son but est d'oeuvrer à la propagation des principes de l'Islam.

La tenue de cette session à Dakar du 21 au 23 décembre a été une occasion pour les dirigeants sénégalais de vanter les mérites de l'Islam. C'est Abdou Diouf, successeur de Senghor, qui a ouvert le concert de louanges, déclarant notamment que "l'Islam est facteur de progrès dans tous les domaines" et que cette religion "prêche la tolérance et l'ouverture et accorde un intérêt particulier aux droits de l'homme". Le Premier Ministre sénégalais a, quant à lui, parlé de "rôle prépondérant" de l'Islam dans l'épanouissement de l'homme.

L'Islam facteur de progrès et défenseur des droits de l'homme ? Il faut le cynisme infini de tous ces gens pour poser en modèle de droits de l'homme des pays qui protègent des formes parfois les plus barbares et les plus réactionnaires de l'oppression ; des pays où subsiste l'esclavage, des pays où les femmes sont soumises à une position sociale ignoble, des pays dont la plupart sont des dictatures féroces et dont la société repose partout sur l'exploitation de l'homme par l'homme ; ces pays donc qui, de l'Arabie Saoudite au Pakistan, se réclament tous de l'Islam le plus orthodoxe.

En tout cas, pour Abdou Diouf et son équipe, la tenue de cette session à Dakar a été une belle occasion. Ils ont eu la possibilité de flatter les nombreux marabouts dont l'influence est grande au Sénégal. Et à défaut d'obtenir les grâces d'Allah, ils sont sûr d'avoir au moins quelques subsides financiers des pays producteurs de pétrole qui sont réputés protecteurs de l'Islam.

La méthode n'est pas nouvelle. En son temps Albert Bernard Bongo, président du Gabon, s'est converti à l'Islam et a pris le nom d'El Hadj Omar Bongo, exactement pour les mêmes raisons. Et, aux dernières nouvelles, l'Islam serait en passe de devenir religion d'Etat en Guinée. Ce qui permettrait à Sékou Touré d'obtenir un soutien financier des pays du Golfe.

Ces manœuvres bien dérisoires, cet étalage d'hypocrisie de la part de ceux qui nous dirigent prêterait à sourire si elles ne cachaient pas une réalité bien triste : on gouverne avec la force mais aussi avec la religion ; on tue pour la religion et avec la religion. En un mot la religion, quel que soit son nom, sert à masquer l'exploitation de l'homme par l'homme.

Nées à l'aube de l'humanité, à une époque où l'homme était encore totalement incapable de comprendre la nature qui l'entourait, et où l'idée d'un esprit supérieur fournissait aux hommes un moyen commode d'expliquer les phénomènes qu'ils ne comprenaient pas, les multiples formes de religion ont connu des évolutions et des formes diverses au cours de l'évolution de la société.

L'histoire des religions, produits de l'esprit humain, se confond avec l'histoire de l'humanité. Mais les religions installées, socialement reconnues, sont toutes devenues un puissant moyen de conservation sociale. Dans les

diverses formes de sociétés divisées en classes, cela signifie qu'elles sont un puissant moyen au service de la classe privilégiée dominante.

C'est ainsi que dans la société capitaliste qui est la notre, tout reposant sur la propriété individuelle et l'exploitation du travail salarié, la religion va fournir une légitimation de ce fait. C'est ainsi qu'elle enseigne au travailleur à se soumettre docilement, à supporter la misère terrestre en rêvant de jouissances célestes... Elle fait croire que la misère est une richesse destinée à acheter une place au paradis et que le bon Dieu accorde la pauvreté pour réserver le royaume du ciel en héritage.

Dans le même temps des gens s'enrichissent et accumulent des richesses, bien palpables celles-là, bien terrestres. Ce sont les bourgeois et leurs serviteurs. Ceux-là font produire les richesses par les travailleurs salariés, comme par des paysans, et se les accaparent, après avoir abandonné à leurs producteurs manuels juste de quoi se nourrir et se reproduire. L'organisation de la société est faite de telle manière que ces bourgeois et leurs serviteurs puissent s'emparer des richesses sans qu'aucun membre de cette classe soit forcé de risquer sa vie. Et la religion est devenue un des auxiliaires indispensables pour l'existence de cet ordre social.

Elle contribue au maintien de la masse des travailleurs et des exploités dans l'ignorance et la soumission pour qu'une minorité puisse profiter du fruit de leur travail. Les prêtres, religieux et autres marabouts sont ainsi des serviteurs remplis de basse complaisance pour ce système odieux qu'est le système capitaliste.

Aujourd'hui encore, de nombreux musulmans africains continuent de croire que s'il y a la pluie, c'est uniquement à cause du bon vouloir d'Allah. Ils continuent de croire qu'il y a la sécheresse parce que des gens sont méchants, qu'ils ne respectent pas les préceptes du coran. Pourtant ne serait-ce que les études scientifiques basées sur la météorologie et la climatologie permettent d'expliquer pourquoi il y a la pluie et pourquoi il y a la sécheresse. On trouve même des musulmans pour expliquer que si les pays européens sont riches, c'est parce que les blancs ont choisi de vivre leur paradis sur terre, alors que même dans ces pays il y a des gens qui souffrent de misère.

Alors, nous, militants révolutionnaires, avons des raisons d'être contre toute forme de croyances religieuses et de combattre l'influence de la religion auprès des exploités. Il ne s'agit pas pour nous de montrer de l'hostilité vis-à-vis des travailleurs qui croient en Dieu ou pratiquent une religion. Bien sûr c'est avec la disparition du système capitaliste qu'on arrivera à une société où l'homme n'aura plus besoin de toutes ces formes de croyance basées sur son ignorance. Mais dans l'immédiat notre tâche est aussi de dénoncer la fausseté des idées que véhicule la religion.

La religion n'est pas un facteur de progrès pour l'être humain. Elle pousse à la résignation alors que, justement, les exploités n'auront de chances de sortir de leur condition que s'ils refusent de courber l'échine et s'ils se battent.

TCHAD : la force interafricaine attend l'ordre de l'impérialisme

Après quelques mois de calme relatif, la situation au Tchad semble se dégrader de nouveau. A Mongo, au centre du pays, de violents combats auraient opposé les troupes de Mahamat Abba Saïd (ministre de l'Intérieur) à celles d'Ahmat Acyl (ministre des Affaires Etrangères). D'autre part les forces de Hissène Habré auraient pris la localité d'Oum Hadjer (150 Km d'Abéché) et auraient menacé de s'emparer d'Ati, autre ville du Centre.

Au début de ce mois un contingent de la force interafricaine a été envoyé dans cette zone de combats. Mais celle-ci ne sait pas quel rôle elle doit jouer pour maintenir la paix. Les dirigeants de cette force ne savent pas s'il faut intervenir ou non. Et ils font des déclarations contradictoires à ce sujet. Goukouni, président du GUNT (Gouvernement d'Union Nationale de Transition), comptait sur cette force pour assurer la paix et consolider son pouvoir.

Face aux hésitations des responsables de celle-ci, il ne doit pas être très rassuré. Déjà il a parlé de demander l'envoi d'une "force extra-africaine" pour remplacer celle de l'OUA si elle ne veut pas se battre à ses côtés. En tenant ce genre de propos, Goukouni espère pousser la force interafricaine à se décider vite contre les tendances d'opposition au GUNT.

Pour le moment, 5 000 hommes de cette force servent déjà dans leurs zones d'opérations. Mais elles ne pourront intervenir que sur l'ordre de l'impérialisme français. Car c'est lui qui est derrière la force de l'OUA et il se déclare prêt à la prendre en charge pendant 5 mois.

En attendant cet ordre le pouvoir de Goukouni reste fragile. Et c'est bien une telle fragilité qui amène celui-ci à admettre ce qu'il refusait avant : la possibilité d'une négociation avec les forces de Habré.

COTE D'IVOIRE : UN EXEMPLE DE JUSTICE DE CLASSE

Un travailleur ivoirien en conflit avec sa patronne a été condamné à deux ans de prison ferme. Ce travailleur était resté trois mois sans toucher sa paye. Sa patronne lui a fait faire une commission en lui donnant 10 000 F CFA pour acheter un sac d'oranges. L'employé prend cet argent pour se faire payer lui-même.

Sa patronne dépose une plainte contre lui et il passe devant les tribunaux. Le procureur André Koffi déclare : " sur le plan juridique, en admettant même que ces faits soient vrais, le prévenu n'est pas fondé à se faire payer ses arriérés. C'est pourquoi le délit d'abus de confiance est constitué ... ". Conséquence 2 ans de prison ferme pour le travailleur et rien pour la patronne.

Il y a de quoi être révolté, indigné. Mais au moins le jugement du tribunal apparaît clairement pour ce que c'est : non pas la justice mais la solidarité de classe. Entre la patronne et l'employé, le juge s'est rangé du côté de la première. Ils font partie du même monde, et lui-même doit avoir le même genre d'employé de maison.

Mais au fond, il en est ainsi de toutes les justices, même si parfois elles y mettent les formes.

madagascar UNE FONCTION SUPPLEMENTAIRE SUR LE NIVEAU DE VIE

Le gouvernement malgache vient de décider l'augmentation de la TUT (taxe Unique sur les Transactions). La TUT est l'équivalent de la TVA en France. Après la chute du régime Tsiranana, Ramanantsoa avait fait une opération démagogique en supprimant l'impôt par tête -celui-ci constituant une des raisons principales de la révolte des paysans du Sud en 1971-.

Mais aujourd'hui l'Etat a des difficultés financières importantes. Il a du mal à payer ses propres fonctionnaires. Le déficit budgétaire de 1980 a été de 63,3 milliards de Francs malgaches, soit près de 30 % du budget de l'Etat.

Pour faire face à ces difficultés financières, Ratsiraka a choisi de majorer la TUT qui passe ainsi de 10 à 15 %. C'est une façon indirecte d'extorquer de l'argent à toute la population par le biais de la consommation. Et ceux qui en souffriront le plus, ce sont les petites gens. Que des produits comme le savon ou le sucre soient majorés, ce n'est pas un problème pour les riches mais cela représente beaucoup de choses pour ceux qui ont déjà du mal à joindre les deux bouts.

On ne pouvait bien sûr pas attendre du régime de Ratsiraka qu'il s'en prenne aux riches car il est de leur côté. Quand il parle de "socialisme" ou de lutte contre la misère, c'est le côté jardin. Le côté cour quant à lui n'a rien de différent des autres dictatures africaines.

CEAO

marché commun africain oualebasse vide ?

Un Conseil des ministres de Côte d'Ivoire, de Haute Volta, du Mali, de la Mauritanie, du Niger et du Sénégal s'est réuni à Dakar en décembre dernier dans le cadre de la CEAO (Communauté Economique de l'Afrique de l'Ouest).

La CEAO, à part ses objectifs d'arriver à un marché commun des six pays membres, a de nouveaux projets dans ses tiroirs :

- Un vaste programme hydrolique dans les six pays (on a parlé de 50 000 points d'eau)
- Mise en place de divers instituts communs de recherche et d'enseignement sur la pêche, l'énergie solaire, les ressources minières, la gestion ...etc.

Mais les responsables de la CEAO affirment dans le même temps que les caisses sont vides parce que les Etats membres ne paient pas leur participation aux différents organismes de la CEAO.

Cela est dû en partie à la crise économique qui frappe tous les Etats africains sans exception, et qui conduit le Sénégal, le Mali et la Haute Volta au bord de la cessation de paiements. Mais la deuxième raison des difficultés de la construction du marché commun ouest africain, c'est-à-dire de la suppression des douanes entre les six Etats réside dans le caractère sous-développé de leur économie.

Du fait de la faible monétarisation des économies, les principales ressources budgétaires de chaque Etat viennent des taxes douanières. Selon la revue "Marchés Tropicaux et Méditerranéens" (8 janvier 1982) les recettes budgétaires de l'Etat sénégalais viennent pour 55 milliards de F CFA des recettes douanières, sur un total de 125 milliards. Pour le Mali, près des 2/3 des recettes budgétaires viennent des taxes douanières.

Donc plus les échanges entre membres de la CEAO se développent, moins chaque Etat perçoit de recettes douanières, et moins il est en mesure de payer les sommes nécessaires au fonctionnement de la communauté.

La CEAO risquant d'être paralysée par le problème financier (il y a des difficultés même pour payer simplement les bureaux d'études !) a fait appel aux banquiers occidentaux et aux pays arabes. Le Conseil des ministres s'est donc tenu sous l'oeil des capitalistes français, allemands, belges, saoudiens ...etc.

QU'EST CE QUE LA CEAO ?

Créée en 1973, la CEAO a pris la relève de l'ancienne Union Douanière des Etats de l'Afrique de l'Ouest.

Ses objectifs : la coopération économique entre les 6 Etats par la libre circulation des personnes, des biens et des capitaux, coordination des investissements. Il s'agit bien sûr d'"objectifs", sur les papiers ; car pour ce qui est de la situation actuelle, les ressortissants des différents

.../...

pays membres de la CEAO savent quelles sont les difficultés pour aller d'un pays à l'autre.

A la fondation de la CEAO, les Chefs d'Etat se donnaient 12 ans pour arriver à la suppression des douanes entre les 6 pays. Entre temps il doit y avoir, en principe, des tarifs douaniers préférentiels pour les produits venant des pays membres.

Vue la relative différence des investissements entre les pays, c'est la Côte d'Ivoire et le Sénégal qui exportent vers les 4 autres pays.

Les tarifs douaniers préférentiels ont entraîné un important manque à gagner pour tous les pays, particulièrement le Mali, la Haute Volta ou le Niger.

C'est une caisse spéciale, le FCD (Fonds Communautaire de Développement), financé en grande partie par la Côte d'Ivoire et le Sénégal, qui doit verser les compensations aux Etats importateurs à l'intérieur de la CEAO.

Mais il se trouve que le FCD est vide. Finalement l'administration de chaque pays a tendance à garder les anciens tarifs douaniers ; sans compter le fait que les fonctionnaires de la douane font ce qu'ils veulent, surtout quand ce sont des particuliers ou des petits commerçants qui traversent les frontières.

LES BENEFICIAIRES DU MARCHÉ COMMUN AFRICAIN

Bien sûr la population dans son ensemble aurait intérêt à la construction d'un véritable marché commun, et même à la suppression des frontières elles-mêmes.

Mais dans le contexte capitaliste actuel, ce sont les trusts impérialistes qui en sont les premiers bénéficiaires. Et ils sont nombreux à avoir investi dans un pays ou un autre en espérant accaparer le marché des pays voisins : SOCOCIM et Berliet au Sénégal, Nestlé et DAF en Côte d'Ivoire...

Par exemple, SOCOCIM-Industrie (qui fabrique du ciment au Sénégal), une filiale d'une société française, va aggrandir ses installations pour exporter vers la Mauritanie, la Gambie, la Guinée Bissau, le Mali...etc, qui font partie de la CEDEAO (Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest, un autre organisme, qui regroupe 16 pays de l'Afrique de l'Ouest).

DAF-Truck, société néerlandaise, est en train d'implanter une usine de montage de camions en Côte d'Ivoire. Ce pays ne peut pas absorber plus de 200 de ces camions annuellement. Mais DAF prévoit d'en produire 1 000 en vue d'exporter vers les autres pays.

La CEAO, comme les autres organismes communautaires africains, est un moyen pour les trusts d'avoir un marché protégé.

UNE CONTRADICTION DE L'IMPERIALISME

Du point de vue économique, l'impérialisme a intérêt à la création de grands ensembles économiques pour ses trusts. C'est d'ailleurs ce qui l'a conduit à propulser les projets comme la CEAO, la CEDEAO, l'OMVS...etc en Afrique, tout comme la CEE (Communauté Economique Européenne). .../...

Il est indéniable que si en 1972/73 la France ne voulait pas de la CEAO, les chefs d'Etats membres n'en auraient pas clamé la nécessité, et, de toute façon, ils n'auraient pas eu les moyens financiers pour la mettre en place.

Mais les intérêts politiques de l'impérialisme lui font préférer l'existence de petits ensembles qui sont politiquement faibles donc plus faciles à commander. Cela a conduit la France à morceler l'AOF (Afrique Occidentale Française), juste avant d'accorder les indépendances. Il suffit à l'impérialisme que les Etats nationaux soient suffisamment forts vis-à-vis de leur propre population pour mater toute révolte.

La crise économique actuelle a aggravé les contradictions entre les intérêts économiques et les intérêts politiques de l'impérialisme.

UNE CALEBASSE VIDE ?

Jusqu'en 1979, la CEAO trouvait de l'argent pour alimenter le FCD qui compensait le manque à gagner douanier de chaque Etat, parce que les pays impérialistes lui versaient ces sommes plus ou moins directement. Il semble que la source soit tarie de ce côté-là.

Du même coup chaque Etat préfère laisser le "marché commun" au niveau des discours et des bureaux d'étude et revenir aux bons vieux tarifs douaniers ordinaires pour essayer de combler les déficits budgétaires.

Alors la CEAO comme bien d'autres projets, sera réduite à une calebasse vide.

C'EST CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917 ; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux ; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes la patience et l'accomodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples ; pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours même de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.